

4 JUIN 1941

151

48

E 1401 I/260

*Exposé du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Conseil des Etats*¹

Berne, 4 juin 1941

Vous comprendrez qu'en abordant avec vous l'examen de la gestion du Département politique pour l'année 1940, ma première pensée s'en aille à ceux de nos collaborateurs qui, sans contact étroit avec nous, ont été placés dans des situations extrêmement délicates et parfois tragiques. Plusieurs d'entre eux ont vécu ce que nous n'avons pas encore connu et ce que je souhaite que nous ne connaissions pas: la guerre. D'autres ont eu à intervenir dans des conditions à la fois rapides et pénibles pour la sauvegarde, non seulement d'intérêts étrangers², mais pour ceux de nos ressortissants. Tous ont fait preuve, tous, et j'ai la satisfaction d'ajouter sans exception, ont fait preuve, dans l'accomplissement de leur devoir, non seulement d'une intelligence mais d'une fermeté, et souvent aussi d'un courage qui sont à l'honneur d'eux-mêmes et à l'honneur du peuple suisse. Beaucoup sont encore aujourd'hui dans des situations difficiles, entourés de dangers sérieux au premier chef – je dis bien sérieux au premier chef et je n'enlève à cette expression rien de sa signification dramatique. C'est pourquoi je suis persuadé que vous vous associerez à moi lorsque, d'ici, je leur rendrai publiquement un hommage mérité, que je leur dirai la reconnaissance du pays et que j'y ajouterai pour l'avenir, toujours sombre, nos encouragements et nos vœux.

Monsieur le Président de la commission³ a bien voulu faire allusion tout à l'heure, au cours de son rapport substantiel autant que bref – les deux choses sont rarement contradictoires – à l'appui que nous pouvions donner au Comité international de la Croix rouge⁴. Qu'il me permette de lui dire que je lui en sais un gré très vif. Le travail de ce comité est énorme, son dévouement sans exemple, sauf dans sa propre histoire. Le soulagement qu'il apporte à tous les malheureux, militaires ou civils, est un bienfait. Mais sa tâche devient de plus en plus difficile. Les circonstances semblent s'acharner contre l'activité qu'il doit déployer. Songez seulement aux communications qui deviennent de plus en plus rares ou de plus en plus longues, de plus en plus coûteuses. Il convient que de toutes nos forces nous l'appuyions. Je suis sûr que le peuple suisse le comprendra et qu'il répondra comme il doit le faire à l'appel qui vient de lui être adressé. Et je suis convaincu aussi que si des circonstances m'amènent, ce

1. Le 10 juin, à la demande de Pilet-Golaz, la Division des Affaires étrangères du DPF envoie copie du discours aux Légations de Suisse à l'étranger (E 2001 (D) 3/1).

2. Cf. table méthodique: IX. Défense des intérêts étrangers.

3. A. Zust. Pour son rapport sur la gestion du Département politique, auquel fait allusion Pilet-Golaz, cf. E 1401 I/260.

4. Cf. table méthodique: III. 2.1. Relations avec le CICR.

que je crois, sans beaucoup tarder, à demander au Conseil fédéral et, par lui, aux Chambres fédérales, un témoignage plus tangible de notre sympathie et de notre collaboration, je trouverai dans cette salle comme dans l'autre, l'écho qui convient.

Je ne reviendrai pas sur le problème délicat des internés⁵. Votre président vous a dit ce qui était nécessaire; je ne pourrais rien ajouter d'utile; il a eu l'occasion et, par lui, la commission, de se rendre compte des conditions dans lesquelles il avait été abordé, étudié et résolu. Je me borne à constater que notre pays n'a rien perdu ni matériellement ni moralement, ni juridiquement, ni politiquement; c'est si vrai que demain, à leur tour, les quelques centaines de Belges qui sont entrés avec le 45^e corps d'armée français⁶ pourront à leur tour, je le souhaite, regagner leurs foyers avec l'assentiment de tous les intéressés. C'est pourquoi je considère avec philosophie, aujourd'hui, certaines critiques qui ont été formulées à l'époque. Elles ne m'ont pas étonné, je m'y attendais. Il était alors inopportun de les réduire à néant. C'est peut-être un des sacrifices – oh! si je n'en ai jamais d'autres à faire je dois m'estimer heureux – qu'on réclame d'un ministre des affaires étrangères de savoir quelquefois agir et se taire lorsqu'il a la conviction que son silence et que ses actes sont dans l'intérêt de son pays. Après les ténèbres vient toujours la lumière: Post tenebras lux.

Il va de soi que le gouvernement d'un Etat neutre, lorsque la guerre sévit à l'extérieur, ne peut être toujours et partout en communion de pensée ou de sentiment avec l'unanimité de l'opinion publique; ce serait la quadrature du cercle. Mais nous avons la certitude de n'avoir rien entrepris et rien fait qui ne soit à l'avantage de notre chère patrie. Cela nous suffit.

Quoi de surprenant, d'ailleurs, dans les divergences d'appréciation qui se sont manifestées? L'homme de la rue – le Suisse moyen, si vous préférez – juge au jour le jour, sous l'impression et parfois l'impulsion des nouvelles quotidiennes. Ses réactions sont limitées dans le temps et dans l'espace, pour ne citer que ces deux dimensions. Le Conseil fédéral, lui, doit concevoir et agir, guidé par la raison et le seul intérêt du pays, en fonction, non seulement des événements, mais de leur évolution probable. La différence est sensible. C'est pourquoi les discussions publiques de politique étrangère, dans les circonstances actuelles, ne sont pas toujours opportunes. Pour être utiles, elles exigent beaucoup de rétrospection ou d'anticipation. Chacun ne s'y soumet pas volontiers: l'immédiat présent lui importe bien plus. Nous les évitons donc – de propos délibéré – quand elles ne sont pas absolument indispensables. Ce qui ne veut pas dire que nous nous y déroberions à tout prix. Au contraire, je suis reconnaissant au Président de votre Commission de me fournir aujourd'hui l'occasion de «faire le point». Le moment et le lieu lui ont paru particulièrement bien choisis.

Ce n'est pas, messieurs, que j'aie à vous faire des communications très réjouissantes. Les temps sont difficiles et l'avenir est incertain, pour user d'expressions qui n'effaroucheront personne. Demain – miracle réservé, mais il faut réserver le miracle – ne nous apportera rien de bon. Néanmoins, grâce

5. Cf. *table méthodique*: VI. Réfugiés, internés.

6. Cf. N° 3 et annexes.

à l'estime affectueuse que notre pays a su s'acquérir dans le passé, notre situation n'est peut-être pas aussi sombre que certains ont tendance à le supposer.

Certes, nous aurons à souffrir. Mais c'est le lot commun. La guerre militaire – vous saisissez ce que je veux dire par là – qui jusqu'à maintenant nous a épargnés, menace de déborder notre vieille Europe. Déjà elle bat son plein en Afrique. Elle a pénétré depuis peu en Asie. L'Atlantique est un mouvant champ de bataille. Le proche avenir peut opposer continent à continent. Que le blocus et le contre-blocus en soient atténués, c'est ce qu'il serait hardi de prétendre. Le ravitaillement et les échanges, indispensables à la prospérité des peuples modernes évolués, deviendront de plus en plus difficiles. L'Europe – chacun le sait – ne peut à la longue se suffire à elle-même. Encore moins la Suisse, par conséquent. Attendons-nous donc à des restrictions, de tous ordres, de plus en plus nombreuses et sévères. Acceptons-les avec, je ne dirai pas courage, le mot serait trop gros, – il ne faut pas déprécier les choses grandes – mais bonne humeur. Nous demeurons si privilégiés, à tous égards, par rapport aux autres! Pour ne pas sortir du domaine alimentaire, nous rendons-nous bien compte qu'il n'y a pour ainsi dire plus de pays en Europe où – je ne parle pas de la viande, – mais où le pain, le lait, le fromage ne soient rationnés? C'est le cas de l'Angleterre comme des Etats continentaux. Même la Suède et la Finlande, qui ne sont pas non plus en guerre et ont accès à la mer. Nous n'avons pas le droit de nous plaindre: jusqu'à maintenant, notre nécessaire n'a pas été touché et le sacrifice – en fait, pas en lettres – ne commence qu'avec le nécessaire, rappelait le Président de la Confédération, il y a quelques jours à peine⁷. Soyons donc reconnaissants.

Nous devons l'être d'autant plus que notre situation explique moins ces avantages. Ne nous faisons pas d'illusions: nous sommes de plus en plus isolés, géographiquement – enclavés que nous sommes au centre de l'Europe – et politiquement, parce qu'intégralement et séculièrement neutres. A ce titre, nous sommes uniques ou singuliers – à votre choix – puisque notre neutralité est absolue. A nous, cela paraît naturel; c'est tellement dans notre tradition et notre pensée subconsciente, si je puis ainsi m'exprimer. Mais pour tous les peuples belligérants, prébelligérants ou postbelligérants, c'est – naturellement aussi – une anomalie, de moins en moins sentimentalement compréhensible. D'où de fréquentes difficultés et de multiples malentendus. Nous ne réalisons pas assez que tous ceux qui sont directement entraînés dans la tourmente et dont les efforts sont tendus à l'extrême, ne réagissent, ne peuvent réagir comme nous. Leur sensibilité est autre; leur interprétation différente. Paroles, écrits, actes, prennent à leurs yeux une importance que nous ne leur avons pas attribuée. Il faut y songer. Notre attitude générale – à tous – doit s'inspirer de cet état de choses, si nous voulons maintenir corrects et si possible amicaux les rapports que nous entretenons avec l'étranger.

Dans l'ensemble, ils sont satisfaisants – si j'étais diplomate, je dirais très satisfaisants pour les conditions actuelles.

Les Amériques, par exemple, qui par leur éloignement de notre continent

7. *Il doit s'agir du discours prononcé par E. Wetter le 23 avril à la Foire d'échantillons de Bâle. Cf. J.I. 7.1/9.*

pourraient être portées – ce serait normal – à le traiter en bloc et à considérer l'Europe comme un tout, se sont montrées disposées à comprendre nos besoins particuliers. Elles continueront à le faire, nous en avons le ferme espoir, même si les circonstances venaient à se modifier profondément. Nous ne négligerons rien à cet effet⁸.

La Russie – je la mentionne ici parce que c'est une de nos routes pour le Nouveau Monde – vient de conclure avec nous une convention commerciale⁹ dont nous escomptons un resserrement économique heureux, si notre voisin du nord veut bien – comme nous le pensons – en faciliter pratiquement – matières premières et transit – l'accomplissement.

L'Empire britannique, engagé dans une lutte capitale, conserve à notre égard la sympathie qu'il éprouve depuis longtemps pour le pays des «grimpeurs». C'est elle qui a permis de résoudre équitablement et sagement les difficultés qui pouvaient résulter d'événements regrettables. Je songe, notamment, aux survols de notre territoire l'automne dernier¹⁰ et aux bombardements de Bâle et de Zurich cet hiver¹¹. S'il m'était permis d'émettre un vœu, ce serait que la stricte politique de blocus appliquée au continent s'adapte à nos besoins propres, dans l'intérêt général et de tous ceux qui souffrent.

La France? La France, après sa défaite dont les conséquences profondes et lointaines sont loin d'être encore prévisibles, se recueille et se reprend. Il est conforme à la nature des choses que sa vie internationale se fasse au ralenti; ce qui lui importe, c'est sa restauration nationale. Mais au rythme qui est aujourd'hui le leur, nos rapports avec elle témoignent toujours de l'ancienne amitié qui unit les deux peuples au cours des siècles et quel que fût le régime de notre grande voisine. L'évolution qu'elle opère pour réparer ses désastres explique, sans qu'il soit nécessaire de chercher d'autres causes, les difficultés momentanées et d'ailleurs limitées qui peuvent surgir entre nous¹². La volonté et la confiance réciproques en auront aisément raison.

Quant à l'Italie, la toute récente conclusion des nouveaux accords commerciaux¹³ démontre avec l'évidence irrésistible des faits combien nos relations traditionnelles sont demeurées étroites et cordiales. Il n'en peut aller différemment. Les deux pays, le grand et le petit, se connaissent et s'apprécient trop pour ne pas conserver, dans les heures graves où se forge le destin de l'Europe, les liens nombreux et chers qui les unissent et les rapprochent. Certes, à l'occasion, quelques nuages traversent leur ciel politique. La discussion de presse qui vient de s'apaiser en est une preuve indéniable¹⁴. Mais, si nous l'avons regrettée, plusieurs des griefs formulés n'étant pas vraiment justifiés et d'autres excessifs, nous savons qu'elle ne se prolongerait pas, ni ne dégénérerait. L'Italie nous avait montré trop de compréhension, notamment depuis le début

8. Cf. N° 47.

9. Le 24 février. Cf. N° 21.

10. Cf. DDS, vol. 13, rubrique V. 3: Affaires militaires et faits de guerre; guerre aérienne.

11. Cf. DDS, vol. 13, Nos 425 (Bâle) et 428 (Zurich). Cf. aussi E 2001 (E) 1967/113/124.

12. Cf. table méthodique: II. 9. France.

13. Le 1^{er} juin. Cf. N° 57.

14. Cf. Nos 29 et 32.

de la guerre, pour modifier dans sa puissance actuelle son attitude foncièrement bienveillante. Peut-être est-ce précisément cette bienveillance amicale, dont elle ne s'est point départie à notre égard, qui explique des réactions que notre reconnaissance devrait savoir prévenir. Je ne serais pas loin de le penser. Quoi qu'il en soit, ce ne sont que des brumes passagères, je l'ai dit, et fort heureusement elles se dissipent vite à la chaleur de nos constantes relations. Celles-ci viennent, une fois de plus, de se raffermir et de s'améliorer encore si possible.

Et l'Allemagne? Car il est naturel que l'on s'intéresse particulièrement à nos rapports avec le III^e Reich. Non seulement de tout temps nous avons entretenu des échanges de tous ordres et vitaux avec notre grand voisin du nord, mais sa force chaque jour plus manifeste, le rôle qu'il est appelé à jouer dans le drame social qui bouleverse et transforme l'Europe attirent irrésistiblement les regards et fixent sur lui l'attention. Eh! bien, j'ai la satisfaction de constater que je resterais au-dessous de la vérité si je me bornais à dire que ces rapports sont des plus corrects. Ils sont plus et mieux¹⁵.

Sans doute avons-nous périodiquement des négociations économiques ardues¹⁶. Mais cela s'explique aisément par les intérêts considérables en jeu, considérables au sens absolu pour l'Allemagne, sur les épaules de laquelle repose une grande partie du continent; considérables au sens relatif pour la Suisse, vu sa situation géographique et ses besoins essentiels en matières pre-

15. *Ce passage du discours consacré aux relations avec l'Allemagne a été particulièrement remarqué à l'étranger. Cf. à ce propos la lettre du Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger, au Chef du Département politique, du 21 juin: Ich danke Ihnen verbindlichst für die Übersendung Ihres Referates, das mir äusserst willkommen und nützlich ist. Ich stütze mich darauf in meinen sämtlichen Besprechungen auf den Ministerien und mit meinen Kollegen vom Diplomatischen Corps. Ich konnte auch schon feststellen, dass Ihre Rede an leitenden Regierungsstellen eine glückliche Auswirkung gehabt hat. Insbesondere ist die Passage, die sich mit den Beziehungen zu Deutschland befasst, mit grösstem Interesse zur Kenntnis genommen worden. Nachdem in der reichsdeutschen Presse in den vergangenen Wochen des öftern unfreundliche Artikel erschienen waren, die in der ungarischen Presse ein zum Teil alarmierendes Echo gefunden hatten, war es umso besser, dass nun einmal die berufene Stimme über die Beziehungen der Schweiz zu Deutschland sich hören liess. Damit sind auch in Ungarn viele falsche Vorstellungen über unser Verhältnis zum Reich zu unsern Gunsten berichtigt worden. Während mich unter dem Eindruck von Pressestimmen aus Deutschland bei frühern Gelegenheiten manche höchstgestellte politische Persönlichkeiten besorgt über das deutsch-schweizerische Verhältnis konsultierten und dabei dem Wunsche Ausdruck geben zu sollen glaubten, die Schweiz möge in Ruhe gelassen werden und unversehrt bleiben, kann ich nunmehr feststellen, dass heute führende politische Persönlichkeiten, die von Ihrer Rede Kenntnis genommen haben, mir gegenüber ihrer Freude und Genugtuung Ausdruck geben, dass die Beziehungen der Schweiz zu Deutschland viel besser sind, als es gewisse deutsche Zeitungsartikel vermuten liessen.*

Die ungarische Presse hat zu Ihrem Exposé in sympathisierendem Sinne Stellung genommen, indem sie wesentliche Auszüge aus der Rede veröffentlicht hat.

[...]

Zum Schlusse möchte ich nicht unterlassen, des dankbaren Wiederhalles Erwähnung zu tun, den die anerkennenden Worte gefunden haben, die Sie den Funktionären des Schweizerischen Aussendienstes widmeten, die derzeit unter schwierigen und zum Teil lebensgefährlichen Umständen ihres Amtes walten (E 2001 (D) 3/1).

16. *Cf. table méthodique: II.2.1. Allemagne. Relations économiques.*

mières. Toujours jusqu'à maintenant, ces négociations ont abouti, et abouti en temps utile, malgré les entreprises majeures que pouvait avoir par ailleurs notre puissant partenaire, animé comme nous du désir de s'entendre. Je tiens à le proclamer bien haut ici et profiter de l'occasion pour m'inscrire en faux, avec une absolue netteté, contre les bruits tendancieux qui parfois circulent et dont l'origine impure n'a rien d'autochtone le plus souvent. Ils sont extrêmement fâcheux et notre devoir à tous est de les rejeter catégoriquement, dès qu'ils surgissent.

J'ajoute que si, en outre, quelques journaux de part et d'autre, voulaient bien se montrer plus compréhensifs de la situation, notre tâche n'en serait à son tour que plus facile. Nous ne nous laissons point, en ce qui nous concerne, avec conviction et confiance, de développer nos bonnes relations. Nous le faisons d'autant plus volontiers que notre effort est dans la ligne de notre politique traditionnelle. Pour garantir notre indépendance et notre liberté – biens suprêmes intangibles – elle se fonde sur la neutralité séculaire autant qu'absolue, cette neutralité que nous recommandait déjà Nicolas de Flüe, qui nous a permis de traverser indemnes de dangereuses tourmentes et reste, reconnue par chacun parce que loyale, notre réelle sauvegarde politique. Mais ce n'est pas un droit seulement, c'est une obligation morale et juridique. Elle nous impose une réserve particulière. Si elle nous interdit de nous mêler des affaires des autres – pas plus que nous ne voudrions que les autres s'occupent de nos affaires – elle nous déconseille le rôle de critique et de juge. Nous avons trop tendance encore à distribuer l'éloge et le blâme, à jongler avec les hypothèses, à jouer parfois aux prophètes. Laissons à Dieu le soin de prononcer dans l'intégrale sagesse de ses desseins et inspirons-nous des excellentes recommandations qu'adressait récemment S.E. M. Günther, Ministre des Affaires étrangères, au peuple suédois¹⁷. Elles valent pour nous comme pour nos amis scandinaves.

Cette attitude est d'autant plus nécessaire qu'elle seule nous permettra de jouer le rôle actif, modeste mais combien réconfortant, qui nous incombe dans le grand déchirement universel. Petit Etat, formé de petits peuples de langues, de races et de confessions différentes fraternellement unis, unis, nous sommes l'expérience réduite, mais vivante, de la collaboration et de la compréhension réciproque. Nous démontrons par notre existence même que le rapprochement des nations n'est pas un vain mot. A nous de donner à cet exemple – modeste, je le répète – la haute signification qu'il peut revêtir, en faisant preuve d'intelligence, de cœur, de bon vouloir et de solidarité. Cultivons des relations amicales avec tous. Sans jamais nuire à personne, soyons prêts à servir chacun et par chacun l'humanité entière. Ainsi nous mériterons, dans le respect et la dignité, par notre calme, par notre pondération, par les sacrifices courageusement acceptés, l'estime dont nous avons joui au cours de l'histoire et les bénédictions que la Providence nous a gratuitement et généreusement dispensées.

Votre gouvernement y consacre ses forces. Avec votre appui et celui du peuple suisse, il réussira. Ayons confiance.

17. *Discours prononcé le 3 mai à la radio suédoise. Une traduction française et une allemande du texte du discours se trouvent in E 2300 Stockholm/11.*